

L'extraordinaire crétinisation des mieux éduqués

Emmanuel Todd

Bio express

- **Le 16 mai 1951.** Le journaliste Olivier Todd et Anne-Marie Nizan, la fille du philosophe Paul Nizan, donnent naissance à Emmanuel Guillaume Francis Robert, à Saint-Germain-en-Laye.
- **Juin 1968.** Au lycée international de Saint-Germain-en-Laye, le jeune Emmanuel prépare son bac et adhère brièvement au parti communiste. Il poursuit ses études à l'Institut d'études politiques de Paris et à la Sorbonne où il décroche une maîtrise d'histoire avant de s'immerger dans le courant naissant de l'anthropologie historique.
- **1976.** Dans son premier livre, "La chute finale", Emmanuel Todd prédit "la décomposition de la sphère soviétique".
- **Ses combats.** Il dit "non" au Traité de Maastricht en 1992, "oui" à la constitution européenne en 2005, soutient François Hollande en 2012 dont il dressera néanmoins un bilan négatif en fin de mandat et, à la même époque, dénonce "un complot des élites". En mai 2015, dans un essai à rebrousse-poil, "Qui est Charlie ?" (Seuil), il instruit le procès d'une France qui maltraite sa jeunesse, rejette à la périphérie de ses villes les enfants d'immigrés, relègue au fond de ses départements les classes populaires, diabolise l'islam et, ce faisant, nourrit un antisémitisme de plus en plus inquiétant. **M.Bs**

Son actualité

Dans son dernier livre sorti la semaine passée, l'historien et démographe français propose son explication de la crise qui frappe l'Occident.

En cause, ce qu'il appelle "la stagnation éducative".

Chroniqueur pessimiste de notre actualité, il défend l'idée que notre modernité ressemble à une marche vers la servitude.

Trump, Brexit, Macron. Vous analysez les bouleversements au sein des démocraties moins comme les résultats d'une fracture sociale que d'une fracture éducative. C'est-à-dire ?

Nous vivons une phase décisive : l'émergence pleine et entière d'une nouvelle confrontation fondée sur les différences d'éducation. Jusqu'ici, la vieille démocratie reposait sur un système social fondé sur l'alphabétisation de masse mais très peu de gens avaient fait des études supérieures. Cela impliquait que les gens d'en haut s'adressaient aux gens simples pour exister socialement (même les dominants et même la droite). On a cru que la propagation de l'éducation supérieure était un pas en avant dans l'émancipation. Mais on n'a pas vu venir le fait que tout le monde n'allait pas faire des études supérieures : selon les pays, entre 25 % et 50 % des jeunes générations font des études supérieures et, dans la plupart d'entre eux, leur nombre commence à stagner. Les sociétés ont ainsi adopté une structure éducative stratifiée. "En haut", une élite de masse (en gros, un tiers de la population) qui s'est repliée sur elle-même. Symétriquement, les gens restés calés au niveau de l'instruction primaire se sont aussi repliés. Ce processus de fragmentation sociale s'est généralisé au point de faire émerger un

affrontement entre élites et peuple.

La lutte des classes sociales est remplacée par la lutte entre les classes éducatives ?

Oui, même si revenus et éducation sont fortement corrélés. La meilleure variable pour observer les différences entre les groupes est aujourd'hui le niveau éducatif. Les électeurs du Brexit, du FN ou de Trump sont les gens d'en bas (même si le vote Trump a été plus fort qu'on ne l'a dit dans les classes supérieures), qui ont leur rationalité : la mortalité des Américains est en hausse, et même si les économistes répètent que le libre-échange, c'est formidable, les électeurs pensent le contraire et votent pour le protectionnisme.

Les trois grandes démocraties occidentales ont réagi différemment à cet affrontement entre élite et peuple...

En Grande-Bretagne, il s'est passé un petit miracle : le Brexit a été accepté par les élites, et le Parti conservateur applique le vote des milieux populaires. C'est pour moi le signe d'une démocratie qui fonctionne : les élites prennent en charge les décisions du peuple. Ce n'est pas du populisme car le populisme, c'est un peuple qui n'a plus d'élites. David Goodhart, le fondateur de la revue libérale de gau-

che "Prospect", parle de "populisme décent", une magnifique expression.

Les Etats-Unis sont, eux, dans une situation de schizophrénie dynamique. Les milieux populaires, furibards et peu éduqués, ont gagné l'élection, une partie des élites l'a acceptée (Trump lui-même fait partie de l'élite économique et le Parti républicain n'a pas explosé) mais l'autre moitié de l'Amérique avec l'establishment la refuse. C'est un pays où règne donc un système de double pouvoir : on ne sait plus qui gouverne.

En France, nous sommes dans une situation maximale de représentation zéro des milieux populaires. Le FN reste un parti paria, un parti sans élites. Le débat du second tour entre Marine Le Pen et Emmanuel Macron en a été la parfaite mise en scène. La dissociation entre les classes sociales est à son maximum. L'absence de solidarité entre les groupes sociaux est typique de la dissociation d'une nation.

La France insoumise est-elle une tentative de renouer le contact entre élite et peuple ?

Elle est le phénomène électoral intéressant de cette dernière élection. Ce qui est vraiment original dans l'électorat de Mélenchon, c'est son caractère trans-

classiciste. Ouvriers, employés, professions intermédiaires, diplômés du supérieur : toutes les catégories sociales y sont représentées. Reste à savoir si Mélenchon a dans la tête ce qu'il faut pour gérer une telle réconciliation.

Et Emmanuel Macron ?

On ne peut pas savoir ce qu'il y a dans la tête de Macron : il est jeune et trop instable, son parcours professionnel l'a montré. Il est pour l'instant sur une trajectoire de conformisme absolu. Réformer, flexibiliser, accepter la gestion allemande de la monnaie... une direction qui amène inévitablement à un ou deux points de chômage supplémentaires en fin de quinquennat. Pour Macron, poursuivre dans cette voie, c'est accepter de disparaître politiquement à 40 ans. Une hollandisation éclair.

Vous êtes un homme de gauche, comment voyez-vous sa situation aujourd'hui ?

Je ne suis pas très optimiste ! L'une des grandes faiblesses de la science politique est de réfléchir aux citoyens comme à des êtres abstraits. Mais quand on décrypte, comme je le fais, des variables sociologiques, on arrive à la conclusion qu'il existe un subconscient inégalitaire dans notre société. La stratification

éducative, je l'ai dit, a provoqué une fermeture du groupe des éduqués supérieurs sur lui-même. La crénation politico-sociale des mieux éduqués est un phénomène extraordinaire. Le vieillissement de la population va aussi dans le sens d'une préférence pour l'inégalité. Que devient la démocratie quand les gens sont en moyenne beaucoup plus âgés et riches ?

Vous êtes de plus en plus critique sur l'Europe. Dans votre livre, vous craignez une dérive autoritaire du continent...

Je suis arrivé au bout de ma réflexion. Comment exprimer ces choses-là gentiment... Je ne veux surtout plus adopter la posture du mec arrogant. Que se passe-t-il en Europe ? L'Allemagne meurt démographiquement mais elle conserve un niveau d'efficacité économique et politique prodigieux. Elle a pris le contrôle de la zone euro. Je pense que les historiens du futur parleront du choix de l'euro comme d'une option stratégique inimaginable. Comme de la ligne Maginot en 1940. L'euro ne marche pas, mais il s'est installé dans les esprits pour des raisons idéologiques, et on ne peut pas en sortir. Autour de l'Allemagne, les pays latins sont en train de dépérir, avec des taux de chômage ahurissants, et les pays de l'Europe de l'Est ont vu chuter leur taux de natalité, signe d'une grande angoisse. Les inégalités sont plus fortes au sein

de l'espace économique et social européen – entre les revenus allemands et roumains qu'au sein du monde anglo-saxon qu'on dénonce toujours comme étant le summum de l'inégalité.

Vous intervenez aujourd'hui en tant qu'historien, polémiste ?

Je suis beaucoup intervenu, parfois de manière polémique, dans le débat public. Mais, avec ce livre, j'ai voulu revenir au plaisir de l'observation historique, sans prendre parti. Je suis à la fois un citoyen qui s'énerve parce que je suis toujours dans le camp des perdants, et qu'à force, c'est agaçant, mais je suis aussi un historien. Et ce qui est bien, c'est que même quand le citoyen perd, l'histoire, elle, continue. Je pense que la démocratie est éteinte en Europe. Le gros de l'histoire humaine, ce n'est pas la démocratie. L'une de ses tendances lourdes est au contraire l'extinction de la démocratie. En Grèce, en France, les gens votent, et tout le monde s'en moque. Pour un citoyen, c'est tout de même embêtant. Pour un Français qui se pense français, c'est carrément humiliant. Mais un historien sait qu'il y a une vie après la démocratie.

Sonya Faure et Cécile Daumas
©Libération

IL A AUSSI DIT...

“Ce n'est pas la mondialisation qui dissout les nations, mais l'autodissolution des nations qui produit la mondialisation.”

Dans “L'Illusion économique” (1998)

“L'athéisme est générateur d'angoisse, la population de l'Hexagone est en risque métaphysique et donc en recherche d'un adversaire structurant, d'une cible : l'islam.”

Dans “Qui est Charlie ?” (2015)

“Le principe fondamental de l'identification à autrui n'est pas la reconnaissance du bien mais la reconnaissance de soi dans l'autre.”

Dans “Après l'Empire” (2002)

“Si l'on continue dans la voie de la confrontation avec l'islam, on est sûr d'un échec. Et l'islamophobie nourrit l'antisémitisme. Ce que je dénonce, c'est cette néo-République qui lance les faibles les uns contre les autres.”

En interview dans “La Libre” (16/5/2015).

“Parce qu'il a réussi à se faire élire en incarnant et en flattant ce qu'il y a de pire autour de nous, en nous, il oblige à regarder la réalité en face.”

Sur Nicolas Sarkozy dans “Après la démocratie” (2008)